

B<sub>1</sub> hetzelfde besluit worden, met ingang van 1 februari 1990, voor een periode van drie jaar, tot leden benoemd van dezelfde gewestelijke commissie van advies :

A. Vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisatie :

de heer Jean Paul Minet.

B. 1<sup>o</sup> Vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties :

Mevr. Chantal Doffiny,

de heren :

Jean-Pierre Boninsegna,

Raoul Berger.

2<sup>o</sup> Plaatsvervangend lid werknemer :

de heer Gérard Maes.

Par le même arrêté sont nommés, pour une période de trois ans, prenant cours le 1<sup>er</sup> février 1990, membres de la même commission consultative régionale :

A. Représentant de l'organisation représentative des employeurs :

M. Jean Paul Minet.

B. 1<sup>o</sup> Représentants des organisations représentatives des travailleurs :

Mme Chantal Doffiny;

MM. :

Jean-Pierre Boninsegna;

Raoul Berger.

2<sup>o</sup> Membre suppléant travailleur :

M. Gérard Maes.

## MINISTERIE VAN LANDBOUW

### Landbouwattachés. — Aanstellingen

Bij koninklijk besluit van 11 juli 1990 :

— wordt er een einde gemaakt aan de aanstelling van de heer Lekeu, J., als landbouwattaché bij de Belgische Ambassades in de Bondsrepubliek Duitsland en in Oostenrijk;

— wordt er een einde gemaakt aan de aanstelling van de heer De Vylder, R., als landbouwattaché bij de Belgische Ambassades in Frankrijk en in Zwitserland. Hij wordt aangesteld om de functies van landbouwattaché uit te oefenen bij de Belgische Ambassades in de Bondsrepubliek Duitsland en in Oostenrijk;

— wordt er een einde gemaakt aan de aanstelling van de heer Lambotte, P., als landbouwattaché bij de Belgische Ambassades in Spanje, in Portugal, in Marokko, in Algerije en in Tunesië. Hij wordt aangesteld om de functies van landbouwattaché uit te oefenen bij de Belgische Ambassades in Frankrijk, in Zwitserland en in Portugal;

— wordt er een einde gemaakt aan de aanstelling van de heer Lafarge, M., als landbouwattaché bij de Belgische Ambassades in Griekenland en in Joegoslavië. Hij wordt aangesteld om de functies van landbouwattaché uit te oefenen bij de Belgische Ambassades in Spanje, in Marokko, in Algerije en in Tunesië;

— wordt er een einde gemaakt aan de aanstelling van de heer Depauw, P., als adjunct-landbouwattaché bij de Belgische Ambassades in Italië en in Turkije. Hij wordt aangesteld om de functies van landbouwattaché uit te oefenen bij de Belgische Ambassades in Griekenland en in Joegoslavië;

— wordt de heer Adriansens, J.P., aangesteld om de functies van landbouwattaché uit te oefenen bij de Belgische Ambassades in Italië en in Turkije. Hij wordt aangesteld in dezelfde hoedanigheid bij de Republiek Malta.

Dit koninklijk besluit treedt in werking op 1 september 1990.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

### Attachés agricoles. — Désignations

Par arrêté royal du 11 juillet 1990 :

— il est mis fin à la désignation de M. Lekeu, J., en qualité d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en République fédérale d'Allemagne et en Autriche;

— il est mis fin à la désignation de M. De Vylder, R., en qualité d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en France et en Suisse et il est désigné pour remplir les fonctions d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en République fédérale d'Allemagne et en Autriche;

— il est mis fin à la désignation de M. Lambotte, P., en qualité d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en Espagne, au Portugal, au Maroc, en Algérie et en Tunisie et il est désigné pour remplir les fonctions d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en France, en Suisse et au Portugal;

— il est mis fin à la désignation de M. Lafarge, M., en qualité d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en Grèce et en Yougoslavie et il est désigné pour remplir les fonctions d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en Espagne, au Maroc, en Algérie et en Tunisie;

— il est mis fin à la désignation de M. Depauw, P., en qualité d'attaché agricole adjoint près les Ambassades de Belgique en Italie et en Turquie et il est désigné pour remplir les fonctions d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en Grèce et en Yougoslavie;

— M. Adriansens, J.P., est désigné pour remplir les fonctions d'attaché agricole près les Ambassades de Belgique en Italie et en Turquie. Il est désigné en la même qualité auprès de la République de Malte.

Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1990.

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

#### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

##### Aménagement du territoire. — Plans de secteur

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1990 déclare qu'il est d'utilité publique :

1<sup>o</sup> d'affecter en zone industrielle les terrains nécessaires au développement économique et social du Brabant wallon sur le territoire des communes de :

— Nivelles, au sud du contournement, en extension de la zone d'extension d'industrie et de la zone industrielle existantes;

— Tubize, à Saintes, à la limite de l'ancienne commune de Lembeek, au sud de la chaussée de Hondsocht.

2° d'affecter en zone agricole les terrains inscrits en zone industrielle à Tubize (Clabecq), à l'est du canal Bruxelles-Charleroi et au sud de l'ancienne commune de Lembeek;

3° de rénover le site d'activité économique désaffecté dit « La Brugeoise et Nivelles », à Nivelles, en zone d'habitat y compris de supprimer le tracé de la voie ferrée désaffectée traversant le site et subsidiairement de rectifier la délimitation de la zone agricole en fonction de la limite exacte du site industriel.

A cet effet le même arrêté décide de mettre en révision partielle les planches 39/1, 39/2, 39/6 et 39/7 du plan de secteur de Nivelles et désigne la division de l'aménagement et de l'urbanisme comme auteur de projet de la présente modifications.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1990 déclare qu'il est d'utilité publique de modifier l'affectation des terrains suivants nécessaires au développement économique et social du Brabant wallon :

#### Mont-Saint-Guibert

Inscription d'une zone industrielle à l'ouest du parc scientifique de Louvain-la-Neuve et modification de la zone artisanale figurant au plan de secteur en zone industrielle.

#### Wavre

— extension vers l'est du parc industriel nord de Wavre par l'inscription d'une zone industrielle au nord du contournement routier;

— inscription d'une zone artisanale à l'est du parc industriel et au sud du contournement routier;

— inscription d'une zone de services à l'ouest du parc industriel;

— modification du quadrant sud-ouest du parc industriel en zone de services.

#### Jodoigne

— inscription d'une zone industrielle et d'une zone d'extension de l'industrie en face de la zone industrielle existante;

— inscription d'une zone agricole, en remplacement de la zone d'extension de l'industrie prévue au nord-est de la ville, chaussée de Tirlemont.

Le même arrêté décide de mettre en révision partielle les planches 32/5, 40/1, 40/3 et 40/4 du plan de secteur Wavre-Jodoigne-Perwez en vue de permettre les modifications ci-avant énoncées et désigne la division de l'aménagement et de l'urbanisme comme auteur de projet pour l'élaboration de la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 juillet 1990 arrête provisoirement la modification des planches 42/4, 42/8 et 43/1 du plan de secteur de Verviers-Eupen concernant les communes de Thimister-Clermont et de Welkenraedt et portant sur l'inscription :

— d'une zone de loisirs en remplacement partiel de la zone industrielle de Verviers-Nord;

— d'une zone de réservation pour la réalisation de la partie nord d'un accès autoroutier au pont 57 de l'autoroute E40 en remplacement de l'accès prévu par le plan de secteur au pont 58 de cette autoroute.

Le même arrêté charge le gouverneur de la province de Liège de procéder à l'enquête publique relative à la présente modification provisoirement arrêtée.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989 déclare d'utilité publique les travaux nécessaires à l'implantation du projet « European Teleport », à Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Le même arrêté décide la mise en révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez en vue de permettre ladite implantation et désigne l'inspection générale de l'aménagement du territoire comme auteur de projet de la présente modification.

#### Nominations

Par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 juin 1990, M. Philippe Hertogh, est nommé à titre définitif au grade de secrétaire d'administration à la date du 16 mars 1990.

Par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 juillet 1990, M. Delaunois, Philippe, est nommé à titre définitif au grade d'ingénieur agronome à la date du 1 avril 1990.

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

#### Raumordnung. — Sektorenpläne

Durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1990 wird für gemeinnützig erklärt :

1° die für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung des Wallonischen Brabants notwendig Grundstücke auf dem Gebiet der Gemeinden :

— Nivelles, südlich der Umgehung, in Erweiterung der bestehenden Industrieerweiterungs- und Industriegebiete;

— Tubize, in Saintes, auf der Grenze der ehemaligen Gemeinde Lembeek, südlich der « chaussée de Hondsocht », für eine Industriezone zu bestimmen;

2° die in Industriezone in Tubize (Clabecq), östlich des Kanals Bruxelles-Charleroi und südlich der früheren Gemeinde Lembeek eingetragenen Grundstücke für ein ländliches Gebiet zu bestimmen;

3° dem stillgelegten Wirtschaftstraum mit Namen « la Brugeoise et Nivelles », in Nivelles als Wohngebiet zu erneuern, als auch die Trasse der stillgelegten Bahnlinie, die die Landschaft überquert, aufzuheben und zusätzlich die Abgrenzung des ländlichen Gebiets je nach der genauen Grenze des Industriegebiets zu begradigen.

Derselbe Erlass beschliesst, dass die Karten 39/1, 39/2, 39/6 und 39/7 des Sektorenplanes Nivelles zu diesem Zweck teilweise abgeändert werden müssen und bezeichnet die Abteilung für Raumordnung und Städtebau als Projektautor für diese Abänderung.

Durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1990 wird die Abänderung der Zweckbestimmung der für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung des Wallonischen Brabants notwendig folgenden Grundstücke für gemeinnützig erklärt :

#### Mont-Saint-Guibert

Eintragung einer Industriezone westlich vom Industriepark von Louvain-la-Neuve und Abänderung des im Sektorenplan in Industriezone eingetragenen Gebiets für handwerkliche Betriebe.

#### Wavre

— Erweiterung nach dem Osten des nördlichen Industrieparks von Wavre durch Eintragung einer Industriezone im Norden der Umgehung;

— Eintragung einer Zone für handwerkliche Betriebe östlich vom Industriepark und südlich von der Umgehung;

— Eintragung eines Dienstleistungsgebietes westlich vom Industriepark;

— Abänderung des südwestlichen Quadrants des Industrieparks in Dienstleistungsgebiet.

#### Jodoigne

— Eintragung einer Industriezone und eines Industrierweiterungsgebiets gegenüber der bestehenden Industriezone;

— Eintragung eines ländlichen Gebiets, als Ersatz für das im Nordosten der Stadt, chaussée de Tirlemont, vorgesehene Industrierweiterungsgebiet.

Derselbe Erlass beschliesst, dass die Karten 32/5, 40/1, 40/3 und 40/4 des Sektorenplans von Wavre-Jodoigne-Perwez teilweise abgeändert werden müssen, um die obenerwähnten Abänderungen zu ermöglichen und bezeichnet die Abteilung für Raumordnung und Städtebau als Projektautor für die Ausarbeitung dieser Abänderung.

Durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Juli 1990 wird die Abänderung der Karten 42/4, 42/8 und 43/1 des Sektorenplanes Verviers-Eupen betreffend die Gemeinden Thimister-Clermont und Welkenraedt und zwecks Eintragung :

— eines Freizeitsgebietes als Teilersatz für die Industriezone « Verviers-nord »;

— der Reservate zwecks der Verwirklichung des nördlichen Teils einer Autobahnzufahrt zur Brücke 57 der Autobahn E40 als Ersatz für die durch den Sektorenplan vorgesehene Zufahrt zur Brücke 58 dieser Autobahn.

Durch denselben Erlass wird der Gouverneur der Provinz Lüttich mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über diese vorläufig festgelegte Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989 werden die Ansiedlung des Projektes « European Teleport » in Ottignies-Louvain-la-Neuve notwendig Arbeiten für gemeinnützig erklärt.

Derselbe Erlass beschliesst die Teiländerung des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez, um die besagte Ansiedlung zu ermöglichen, und bezeichnet die Generalinspektion für Raumordnung als Projektautor für diese Abänderung.

#### Ernennungen

Durch Erlaß der Wallonische Regionalexekutive vom 11. Juni 1990 wird Herr Philippe Hertogh, als Verwaltungssekretär, mit Wirkung vom 16. März 1990 endgültig ernannt.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Juli 1990 wird Herr Delaunois, Philippe, als Agraringenieur, mit Wirkung vom 1. April 1990 endgültig ernannt.

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

#### Ruimtelijke ordening. — Gewestplannen

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutie van 9 maart 1990 is verklaard dat het van openbaar nut is :

1° de voor de sociaal-economisch groei van Waals Brabant vereiste terreinen voor industriegebied te bestemmen op het grondgebied van de gemeenten :

— Nijvel, ten zuiden van de rondweg, ter uitbreiding van het bestaande industrieuitbreidingsgebied en van het bestaande industriegebied;

— Tubeke, te Saintes, aan de rand van de vroegere gemeente Lembeek, ten zuiden van de Hondsochtsesteenweg;

2° de terreinen opgenomen in het industriegebied te Tubeke (Clabecq), ten oosten van het kanaal Brussel-Charleroi en ten zuiden van de vroegere gemeente Lembeek, voor agrarische gebieden te bestemmen;

3° de buiten dienst gestelde bedrijfsruimte « La Brugeoise et Nivelles », te Nijvel, als woongebied te vernieuwen als ook het tracé van de buiten gebruik gestelde spoorweglijn die door het terrein loopt af te schaffen en aanvullend de afbakening van het agrarisch gebied te rectificeren naar gelang van de juiste grens van het industrieterrein.

Daartoe wordt bij hetzelfde besluit de gedeeltelijke herziening besloten van de kaarten 39/1, 39/2, 39/6 en 39/7 van het gewestplan van Nijvel en wordt de afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw aangesteld als ontwerper van onderhavige wijziging.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 maart 1990 is verklaard dat het openbaar nut de wijziging vordert van de bestemming van de voor de sociaal-economische groei van Waals Brabant vereiste volgende terreinen :

#### Mont-Saint-Guibert

Opneming van een industriegebied ten westen van het wetenschappelijk park van Louvain-la-Neuve en wijziging van het gebied voor ambachtelijke bedrijven dat op het gewestplan als industriegebied voorkomt.

#### Waver

- oostwaartse uitbreiding van het noordelijk industriegebied van Waver door opneming van een industriegebied ten noorden van de rondweg;
- opneming van een gebied voor ambachtelijke bedrijven ten oosten van het industriepark en ten zuiden van de rondweg;
- opneming van een dienstverleningsgebied ten westen van het industriepark;
- omzetting van het zuidwestelijke kwadrant van het industriepark in een dienstverleningsgebied.

#### Geldenaken

- opneming van een industriegebied en van een industrieuitbreidingsgebied tegenover het bestaande industriegebied;
- opneming van een agrarisch gebied ter vervanging van het industrieuitbreidingsgebied voorzien ten noordoosten van de stad, Tiensesteenweg.

Bij hetzelfde besluit is besloten de kaarten 32/5, 40/1, 40/3 en 40/4 van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez gedeeltelijk te herzien ten einde voormelde wijzigingen toe te laten en is de afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw aangesteld als ontwerper voor de uitwerking van onderhavige wijziging.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 juli 1990 is voorlopig besloten om over te gaan tot de wijziging van de kaarten 42/4, 42/8 en 43/1 van het gewestplan Verviers-Eupen betreffende de gemeenten Thimister-Clermont en Welkenraedt en met betrekking tot de opneming :

- van een recreatiegebied ter gedeeltelijke vervanging van het industriegebied van Verviers-Noord;
- van een reservatiegebied met het oog op de verwezenlijking van het noordelijk gedeelte van een oprit bij brug 57 van de autoweg E40 ter vervanging van de door het gewestplan bij brug 58 van die autoweg voorziene oprit.

Bij hetzelfde besluit wordt de gouverneur van de provincie Luik belast met het openbaar onderzoek betreffende onderhavige voorlopig vastgestelde wijziging.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989 is verklaard dat het openbaar nut de werken vordert die vereist zijn voor de uitvoering van het « European Teleport » ontwerp te Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Bij hetzelfde besluit is besloten het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez gedeeltelijk te herzien ten einde voormelde uitvoering mogelijk te maken en is de Algemene Inspectie van Ruimtelijke Ordening aangesteld als ontwerper van onderhavige wijziging.

#### Benoemingen

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 juni 1990 wordt de heer Philippe Hertogh, met ingang van 16 maart 1990, in vast verband benoemd tot de graad van bestuurssecretaris.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 juli 1990 wordt de heer Delaunois, Philippe, met ingang van 1 april 1990, in vast verband benoemd tot de graad van landbouwkundig ingenieur.

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Brussel. — Overeenkomst tot concessie van het exploitatierecht van de drankgelegenheden en buffetten van het sportcomplex van het Zuidpaleis. — Vernietiging

Bij besluit van 26 juli 1990 wordt vernietigd, de beslissing d.d. 8 januari 1990, waarbij de gemeenteraad van de stad Brussel beslist het tweede aanhangsel goed te keuren tot wijziging van de artikelen 3 en 10 van de overeenkomst tot concessie van het exploitatierecht van de drankgelegenheden en buffetten van het sportcomplex van het Zuidpaleis.

### MINISTÈRE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Bruxelles. — Contrat de concession du droit d'exploitation des tavernes et buvettes du complexe sportif du Palais du Midi. — Annulation

Un arrêté du 26 juillet 1990 annule la délibération du 8 janvier 1990, par laquelle le conseil communal de la ville de Bruxelles décide d'approuver le deuxième avenant modifiant les articles 3 et 10 du contrat de concession du droit d'exploitation des tavernes et buvettes du complexe sportif du Palais du Midi.